

SYNTHESE DES 3 DEJEUNERS DEBAT DE CONTACT-ENTREPRISES - DEC 2009

Les adhérents de Contact-Entreprises ne souhaitent pas être absents du débat sur la consultation des 10 et 24 Janvier 2010. Comme tout martiniquais, nous, chefs d'entreprise de la Martinique, devons participer à tout événement ayant un impact sur le devenir de la Martinique. Nous sommes trop souvent pris par notre travail et absents du débat politique. L'année 2010 sera pour nous un tournant. Plus que jamais nous prendrons toute notre part dans l'espace politique, économique, social et environnemental de la Martinique.

C'est pour toutes ces raisons que nous avons organisé trois réunions sur la problématique des articles 73 et 74. Ces réunions rassemblaient une vingtaine de chefs d'entreprise et un conférencier, invité pour la circonstance. Dans un cadre convivial et autour d'un déjeuner, la première réunion a reçu un partisan de l'article 73, Jean CRUSOL, économiste et ancien député européen. La seconde a fait intervenir un pro74 en la personne de Louis BOUTRIN, membre du collectif OBJECTIF 74. Et enfin, à la troisième réunion, Jean-François AUBY, Consultant et ancien Secrétaire Général de la Préfecture de la Martinique, était notre invité.

Les deux premiers intervenants, hommes politiques, ont surtout présenté et défendu leurs arguments ainsi que leurs convictions profondes. Le troisième avait une vision plus pragmatique de la question institutionnelle. Les trois réunions furent très riches en échanges mais dans un respect mutuel. Même si plusieurs aspects furent passés en revue, il nous semble que cette question a une connotation plutôt politique qu'économique. Or notre économie ne peut se jouer sur un échiquier politique. Il s'agit de production, de services, de valeur ajoutée, d'emplois, de salaires, d'impôt et de taxes. Ce sont les ingrédients d'une recette fiscale.

En tout état de cause, il ne s'agit pas pour nous, chefs d'entreprise, de prendre position mais surtout de bien comprendre les enjeux d'un tel scrutin. Il n'est de secret pour personne, que le monde économique a besoin de stabilité et lisibilité à court et à long terme pour pouvoir développer de l'activité et par conséquent créer des emplois. Nous pensons que ce discours n'est pas suffisamment entendu du monde politique. Aussi, nous devons plus que jamais créer des passerelles entre le monde économique et le monde politique afin de poser les bases d'un développement durable.

Quelque soit le choix de la population, nous n'accepterons pas de règles du jeu de nature à créer le trouble ou le doute, voire le flou, sur nos activités. Nous devons veiller à la pérennité de nos entreprises. Pour nous les choses sont claires : Stabilité et Lisibilité sont les éléments clés d'une économie réussie. C'est vrai que nous n'aimons pas les inconnues du changement statutaire et institutionnel. Nous basons nos activités sur du réalisme, du pragmatisme et de la consultation préalable.

Il faut quand même se poser la question de savoir, si le moment est propice à une telle consultation. Nous vivons une situation difficile due à la crise mondiale et accentuée par le mouvement social du début d'année. Ces deux éléments cumulés ne sont pas de nature à générer de la stabilité, ni de la lisibilité. La bonne question est de savoir, lequel des ces deux articles peut créer les conditions d'un développement durable. Pour pouvoir y répondre, il faudrait que soit défini, un vrai projet économique et social, en partenariat avec toutes les forces vives de la société. Or ce projet n'a pas été mis en

œuvre dans les conditions précitées. Par conséquent, Contact Entreprises ne peut se positionner valablement, car c'est le projet qui conditionne le choix et non l'inverse. Que diriez vous d'un chef d'entreprise qui ouvre une boutique sans savoir ce qu'il va mettre dedans ?

Nous invitons donc les chefs d'entreprise à se poser les mêmes questions, à se faire leurs propres opinions et à voter en masse, de telle sorte que le résultat soit suffisamment clair et fort afin de trancher une fois pour toutes et ne pas y revenir dans quelques années.